

Propos introductifs du Président de la République lors du Conseil de défense et de sécurité nationale sur la situation en Iran et au Moyen-Orient.

Monsieur le Premier ministre,
Mesdames Messieurs les Ministres,
Mesdames, Messieurs,

Merci d'être là pour ce Conseil de défense. Avant que nous ne débutions nos travaux, je voudrais avant tout saluer la mémoire du Major Arnaud Frion, du septième bataillon de chasseurs alpins de Varcès. La Nation vient de rendre hommage ce matin. Merci Madame la Ministre d'avoir présidé cette cérémonie. Le Major est mort pour la France en Irak en fin de semaine dernière lors d'une attaque de drone perpétrée par une milice pro-iranienne alors qu'il œuvrait à la lutte contre le terrorisme, au combat contre Daesh, à la défense de la souveraineté irakienne et, ce faisant, à notre sécurité. Je veux ici redire combien la Nation se tient aux côtés de sa famille, de ses proches, de ses frères d'armes. Et j'ai évidemment aussi une pensée particulière pour nos militaires blessés et qui sont encore, pour certains, dans des soins intensifs en ce moment même à l'hôpital.

Ce Conseil de défense, comme les précédents, vise donc à faire le point sur l'ensemble des dossiers et la situation au Moyen-Orient et à examiner les conséquences des opérations militaires conduites par les États-Unis d'Amérique et Israël dans la région et à la riposte massive que l'Iran a décidée et qui touche nombre des pays de la région. Je le redis ici, la France n'a pas choisi cette guerre, nous ne prenons pas part et nous avons une position purement défensive en protection de nos ressortissants, en soutien de nos alliés. Nos objectifs sont clairs et ils sont définis depuis le premier jour et ils n'ont pas changé.

Le premier c'est de protéger nos ressortissants, nos emprises diplomatiques et militaires et nos intérêts dans la région.

Le deuxième objectif est de nous tenir aux côtés de l'ensemble de nos partenaires, ceux avec qui nous sommes liés par des accords de défense, aux côtés desquels nous œuvrons souvent pour la lutte contre le terrorisme, la sécurité et la stabilité régionales. Et donc nous avons honoré notre parole, nous continuons de l'honorer, nous sommes des partenaires loyaux et nous leur avons apporté un soutien très clair depuis le début, qui est de les aider à protéger leur propre population, avec une ligne très claire là aussi, qui est de contenir au maximum l'extension géographique du conflit. Donc chacun d'entre eux reconnaît d'ailleurs l'action qui est la nôtre à leurs côtés, pour leur sécurité. Avec une situation spécifique qui est le Liban, pays ami ô combien important pour la France, dans lequel nous sommes exposés à travers évidemment la FINUL et notre présence au sein de ce contingent onusien et où nous travaillons aux côtés des autorités libanaises pour préserver la souveraineté, là aussi, l'intégrité territoriale et la lutte sans relâche contre le Hezbollah.

Et puis notre troisième catégorie d'objectifs, c'est évidemment de garantir la liberté de navigation et la sécurité maritime dans la région. Nous l'avons dit là aussi dès le premier jour, c'est une tâche à laquelle nous avons plusieurs fois contribué et elle est essentielle pour nos intérêts, en particulier économiques, pas simplement ceux de la France, mais nous le savons pour le gaz, le pétrole, l'international ou pour la liberté de navigation. Nous avons une présence avec beaucoup de nos partenaires en Méditerranée orientale, où la situation est stabilisée, mais nous l'assumons, aux côtés tout particulièrement de Chypre, qui a été visée, et en surveillance de la situation libanaise. Nous sommes engagés pour la sécurité maritime et la liberté de navigation en Mer Rouge et à Bab-el-Mandeb. Nous disposons d'un cadre européen d'opérations qui doit demeurer. Il reste pertinent et il doit demeurer dans ce strict cadre. C'est ce qu'on appelle l'opération Aspides sous commandement grec. Ce cadre ne doit pas être étendu à d'autres opérations. Il fonctionne, il est réactivé et nous avons su avec plusieurs partenaires mener des actions utiles durant ces dernières années. Elles gardent leur pertinence.

S'agissant du détroit d'Ormuz, qui est évidemment la situation la plus sensible, nous allons dans quelques instants faire le point, mais je vais ici redire le cadre dans lequel nous avons pu nous exprimer, ou déjà commencé à bâtir des décisions. Nous ne sommes pas partie prenante au conflit. Et donc, jamais la France ne prendra part à des opérations d'ouverture ou de libération du détroit d'Ormuz dans le contexte actuel. Par contre, nous sommes convaincus qu'une fois la situation plus calme, et à dessein ce terme est suffisamment large. Une fois la situation plus calme, c'est-à-dire une fois que le cœur des bombardements aura cessé, nous sommes prêts, avec d'autres nations, à prendre la responsabilité d'un système d'escorte, mais c'est tout un travail à la fois politique, technique, avec évidemment l'ensemble des acteurs du transport maritime, avec les assureurs et opérationnels que nous devons bâtir. Nous avons commencé les échanges avec l'Inde, avec plusieurs autres partenaires européens ou partenaires de la région. Ce travail supposera des discussions et une déconfliction avec l'Iran, parce qu'en aucun cas ça ne peut être une opération de vive force. Et donc il est à bâtir dans les jours et les semaines à venir, mais c'est une mission que nous sommes prêts à assumer pour la liberté de circulation à la fois des porte-conteneurs et des tanqueurs, qui doit donc être pleinement distincte des opérations de guerre qui sont en cours et des bombardements en cours, mais que nous sommes prêts à assumer dans ce cadre, qui est forcément un cadre à la fois plus complexe, volontaire et une mission que nous sommes en train de structurer.

Enfin, nous examinerons très précisément, évidemment, les autres sujets les plus sensibles, comme en Irak ou au Liban que j'évoquais.

Mais je veux ici redire, pour clôturer mon propos introductif, que la France a une responsabilité dans la région simple et claire : protéger nos ressortissants, nos intérêts ; être des partenaires fiables pour tout le monde ; et œuvrer à la désescalade et à la stabilité. Et c'est dans ce cadre que nous souhaitons avancer. Je vous remercie.